

11 raisons de s'opposer à l'initiative sur l'alimentation et au diktat vegan

1

Objectif irréaliste

L'initiative sur l'alimentation fixe l'objectif irréaliste d'un taux d'auto-approvisionnement d'au moins 70 %. Le seul moyen d'atteindre cet objectif serait que l'État limite de manière draconienne la consommation d'aliments d'origine animale. La population suisse devrait se contenter d'une alimentation semblable à celle en temps de guerre.

2

Adieu la liberté de choix !

La Suisse devrait privilégier une alimentation principalement végane. Pour garantir le respect de ce diktat, il faudrait une mise sous tutelle directe de la population, ainsi que des directives étatiques sur ce qu'elle aurait encore le droit de manger.

3

Affaiblissement des rendements

Le texte de l'initiative prévoit des conditions absurdes pour l'agriculture indigène, comme l'utilisation de semences reproductibles. En matière de sélection et donc de rendement, ces conditions ramèneraient la Suisse 100 ans en arrière. Les rendements par surface cultivée en denrées alimentaires telles que les légumes, les fruits, les céréales, le colza ou les pommes de terre se réduiraient comme peau de chagri.

4

Déclin de la sécurité d'approvisionnement

La topographie de la Suisse en fait un pays d'herbages. En montagne, dans la zone des collines préalpines, dans le Jura et même en de nombreux endroits du Plateau, les surfaces sont si pentues que seule une exploitation herbagère est possible. Sans animaux de rente, ces surfaces ne seraient plus disponibles pour la production alimentaire. Les engrais de ferme sont également importants pour la fertilité des sols et la fertilisation des cultures végétales.

5

Renchérissement des aliments

Les nouvelles conditions et la restriction de l'offre renchériraient les denrées alimentaires indigènes. Les ménages à faible revenu en particulier auraient de moins en moins les moyens d'acheter des aliments sains et régionaux.

6

Renforcement du tourisme d'achat

Nombre d'aliments d'origine animale tels que la viande, les produits laitiers ou les œufs à des prix abordables viendraient à manquer dans les magasins suisses. Quiconque n'a pas envie de se voir dicter la manière de se nourrir irait faire ses courses dans les pays voisins.

7

Perte d'emplois

Moins d'animaux, moins de rendements dans la production végétale, plus de concurrence en raison du tourisme d'achat... tous ces paramètres réduiraient la compétitivité de l'agriculture et de l'industrie alimentaire suisses. Les changements structurels s'accéléraient et de nombreux emplois seraient perdus.

8

Agriculture de montagne et biodiversité en danger

Sans animaux de rente, l'agriculture dans les régions de montagne et d'alpage serait vouée à disparaître. Ces régions seraient alors peu à peu envahies par les buissons et la forêt. Des paysages culturels précieux et diversifiés seraient perdus et il en résulterait une perte de biodiversité.

9

Rejet de la part du Conseil fédéral

Le [Conseil fédéral](#) recommande de rejeter l'initiative sur l'alimentation. Il estime que les exigences de l'initiative ne sont pas réalisables. Il entrevoit également des conséquences négatives majeures pour la production et la consommation de denrées alimentaires en Suisse.

10

Inutilité

La durabilité écologique de la production agricole a fait l'objet d'une attention particulière ces dernières années. Des programmes et des plans d'action des plus divers sont déjà en cours de réalisation. Qui plus est, la prochaine grande réforme de la politique agricole a pour objectif d'optimiser l'alimentation dans son ensemble.

11

Tour de force

L'initiant Franziska Herren et l'association qu'elle représente avaient déjà déposé une demande similaire en 2018 à travers l'initiative pour une eau potable propre. En 2021, plus de 60 % de la population votante avait rejeté cette initiative.